

## DÉFICITS PUBLICS

Les déficits (ou les excédents) des administrations publiques sont généralement estimés à l'aide des chiffres relatifs au besoin de financement (ou à la capacité de financement) du secteur des administrations publiques qui figurent dans les comptes nationaux. Alors que la plupart des pays de l'OCDE affichaient des déficits entre 1991 et 2005, la moitié d'entre eux ont enregistré un excédent en 2007. Les déficits publics doivent être financés par emprunt auprès des agents économiques résidents ou à l'étranger.

### Définition

Le besoin/la capacité de financement des administrations publiques est le solde des comptes non financiers (selon le Système de comptabilité nationale de 1993). Il correspond aussi à la différence entre le total des recettes et le total des dépenses des administrations publiques, y compris les dépenses en capital (en particulier la formation brute de capital fixe). Les principales recettes des administrations publiques sont les rentrées d'impôts, les cotisations sociales, les dividendes et les autres revenus de la propriété. Leurs principaux postes de dépenses résident dans la rémunération des fonctionnaires, les prestations sociales, les intérêts payés au titre de la dette publique, les subventions et la formation brute de capital fixe. Un chiffre négatif représente un déficit.

Les données figurant dans le tableau ont été établies dans l'optique des comptes nationaux, de sorte que ces chiffres

peuvent différer de ceux notifiés à la Commission européenne dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs (PDE) pour certains pays de l'UE et pour certaines années.

### Comparabilité

Les données figurant dans le tableau sont fondées sur le Système de comptabilité nationale de 1993 ou sur le Système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC) de 1995, de sorte que tous les pays utilisent un ensemble commun de définitions. Dans plusieurs pays de l'OCDE, les comptes de 2000, 2001 ou 2002 ont été affectés par la vente de licences de téléphonie mobile, qui a été enregistrée dans les comptes nationaux comme une dépense négative (la vente d'un actif) et a donc réduit d'autant le déficit. Pour assurer la cohérence de ces statistiques avec les chiffres officiels des comptes nationaux, des opérations ponctuelles de grande ampleur précédemment exclues ont été réintégrées dans les données (pour l'Allemagne et les Pays-Bas en 1995, et pour le Japon en 1998).

Les données relatives au Brésil sont calculées comme le total des créances sur les administrations publiques, à partir des statistiques sur la situation monétaire.

### Tendances à long terme

Les déficits publics sont sensibles au cycle économique ainsi qu'aux politiques fiscales et de dépenses publiques. Pour l'ensemble de la zone OCDE, les déficits en pourcentage du PIB ont atteint un point culminant en 1993, mais ils ont ensuite diminué régulièrement au cours des six années suivantes (exception faite de la forte augmentation ponctuelle observée au Japon en 1998) et se sont transformés en excédent (capacité de financement) au sommet du cycle économique en 2000. Les soldes budgétaires n'ont ensuite cessé de se dégrader, si bien que le ratio déficit/PIB atteignait un niveau élevé en 2003 dans la plupart des grands pays membres, à savoir en Allemagne, aux États-Unis, en France, au Royaume-Uni et, surtout, au Japon. Entre 2004 et 2006, le déficit exprimé en pourcentage du PIB a diminué dans la plupart des pays, à l'exception de la Hongrie, de l'Italie, du Portugal et de la République slovaque. En 2007, la majorité des pays ont amélioré leur situation budgétaire. Néanmoins, en Belgique, aux États-Unis, en France, en Grèce, au Japon et au Royaume-Uni, les déficits se sont creusés.

À l'approche de la création de l'Union économique et monétaire, les pays de l'UE qui devaient adopter l'euro ont mené des politiques budgétaires visant à alléger les déficits publics. Des politiques de réduction du déficit ont aussi été mises en œuvre, avec succès, dans plusieurs autres pays, notamment en Nouvelle-Zélande depuis 1994, et en Australie, au Danemark, en Finlande et en Suède depuis 1998. La Corée est le seul pays qui ait enregistré des soldes budgétaires positifs tout au long de la période considérée, même si la Norvège a dégagé un excédent la plupart des années depuis 1990.

### Source

- OCDE (2008), *Perspectives économiques de l'OCDE : novembre n° 84 – Volume 2008-2*, OCDE, Paris.

### Pour en savoir plus

#### Publications analytiques

- OCDE (2008), *Revue économique de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications statistiques

- OCDE (2008), *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, OCDE, Paris.

#### Publications méthodologiques

- OCDE (2008), *OECD Glossary of Statistical Terms*, OCDE, Paris.

#### Bases de données en ligne

- Comptes nationaux annuels*.
- Statistiques des Perspectives économiques de l'OCDE*.

#### Sites Internet

- OCDE, Sources et méthodes des Perspectives économiques, [www.oecd.org/eco/sources-and-methods](http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods).

## Besoin/capacité de financement des administrations publiques

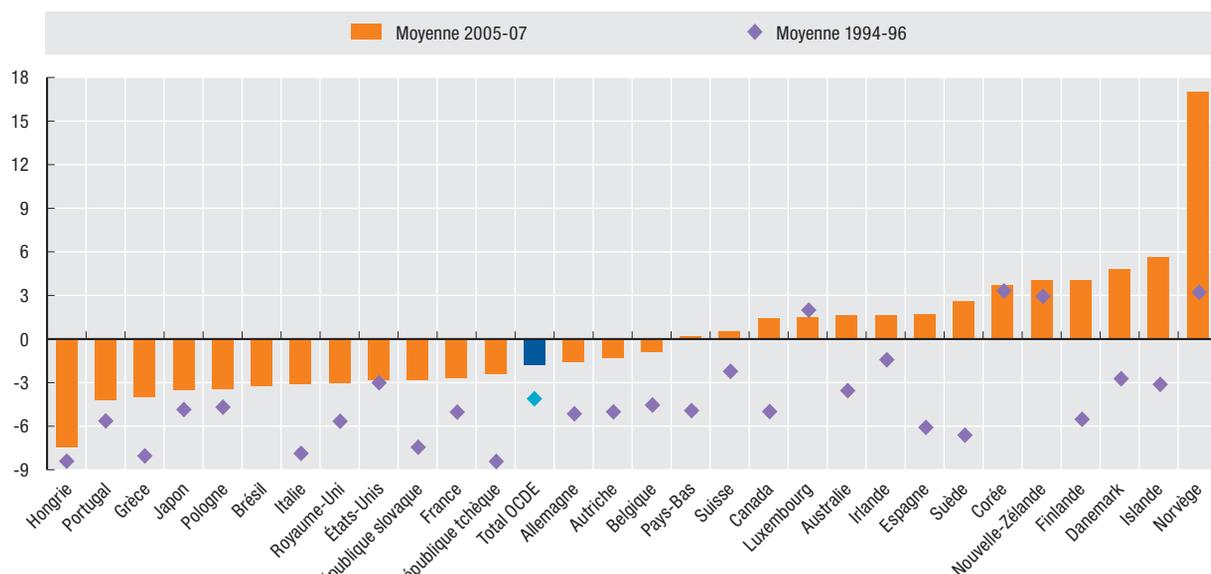
En pourcentage du PIB

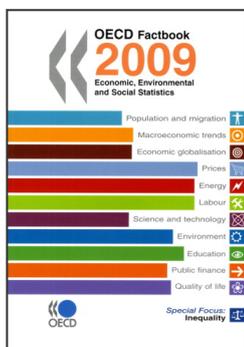
	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Allemagne	-2.3	-9.7	-3.3	-2.6	-2.2	-1.5	1.3	-2.8	-3.6	-4.0	-3.8	-3.3	-1.5	0.1
Australie	-4.5	-3.7	-2.4	-0.7	1.6	2.0	0.9	-0.1	1.3	1.8	1.1	1.5	1.5	1.6
Autriche	-4.9	-5.9	-4.1	-1.9	-2.5	-2.4	-1.9	-0.2	-0.9	-1.6	-4.5	-1.6	-1.7	-0.5
Belgique	-5.1	-4.5	-4.0	-2.2	-0.9	-0.6	0.0	0.4	-0.1	-0.1	-0.3	-2.7	0.3	-0.3
Canada	-6.7	-5.3	-2.8	0.2	0.1	1.6	2.9	0.7	-0.1	-0.1	0.9	1.5	1.3	1.4
Corée	2.9	3.8	3.4	3.3	1.6	2.7	5.4	4.6	5.4	0.4	2.5	3.0	3.6	4.5
Danemark	-3.3	-2.9	-1.9	-0.5	0.0	1.4	2.3	1.2	0.2	-0.1	1.9	5.1	5.0	4.4
Espagne	-6.8	-6.5	-4.9	-3.4	-3.2	-1.4	-1.0	-0.7	-0.5	-0.2	-0.4	1.0	2.0	2.2
États-Unis	-3.6	-3.1	-2.2	-0.8	0.4	0.9	1.6	-0.4	-3.8	-4.8	-4.4	-3.3	-2.2	-2.9
Finlande	-6.7	-6.2	-3.5	-1.2	1.7	1.6	6.9	5.0	4.2	2.4	2.2	2.7	4.0	5.3
France	-5.5	-5.5	-4.0	-3.3	-2.6	-1.8	-1.5	-1.6	-3.2	-4.1	-3.6	-3.0	-2.4	-2.7
Grèce	-8.3	-9.1	-6.6	-5.9	-3.8	-3.1	-3.7	-4.4	-4.8	-5.8	-7.4	-5.2	-3.1	-3.7
Hongrie	-11.4	-7.7	-6.0	-7.4	-8.4	-5.3	-2.9	-4.1	-9.0	-7.2	-6.4	-7.8	-9.3	-5.0
Irlande	-2.0	-2.1	-0.1	1.4	2.3	2.6	4.7	1.0	-0.3	0.5	1.4	1.7	3.0	0.2
Islande	-4.7	-3.0	-1.6	0.0	-0.4	1.1	1.7	-0.7	-2.6	-2.8	0.0	4.9	6.3	5.5
Italie	-9.1	-7.4	-7.0	-2.7	-3.1	-1.8	-0.9	-3.1	-3.0	-3.5	-3.6	-4.4	-3.4	-1.5
Japon	-4.2	-5.1	-5.1	-4.0	-11.2	-7.4	-7.6	-6.3	-8.0	-7.9	-6.2	-6.7	-1.4	-2.4
Luxembourg	2.5	2.4	1.2	3.7	3.3	3.4	6.0	6.1	2.1	0.5	-1.2	-0.1	1.3	3.2
Norvège	0.3	3.2	6.3	7.6	3.3	6.0	15.4	13.3	9.2	7.3	11.1	15.1	18.5	17.4
Nouvelle-Zélande	3.1	2.9	2.9	1.7	0.1	-0.2	1.6	2.1	3.2	3.8	4.3	4.5	3.7	3.7
Pays-Bas	-3.5	-9.2	-1.9	-1.2	-0.9	0.4	2.0	-0.3	-2.1	-3.2	-1.8	-0.3	0.6	0.3
Pologne	..	-4.4	-4.9	-4.6	-4.3	-2.3	-3.0	-5.1	-5.0	-6.3	-5.7	-4.3	-3.8	-2.0
Portugal	-7.2	-5.0	-4.5	-3.5	-3.4	-2.8	-3.0	-4.3	-2.9	-3.0	-3.4	-6.1	-3.9	-2.7
République tchèque	..	-13.4	-3.3	-3.8	-5.0	-3.7	-3.7	-5.7	-6.8	-6.6	-2.9	-3.6	-2.7	-1.0
République slovaque	-8.8	-3.4	-9.9	-6.3	-5.3	-7.4	-12.3	-6.5	-8.2	-2.7	-2.3	-2.8	-3.5	-2.0
Royaume-Uni	-6.8	-5.8	-4.2	-2.2	-0.1	0.9	3.7	0.6	-2.0	-3.7	-3.7	-3.3	-2.7	-2.8
Suède	-9.1	-7.3	-3.3	-1.6	1.2	1.2	3.7	1.7	-1.4	-1.2	0.6	2.1	2.2	3.5
Suisse	-2.8	-2.0	-1.8	-2.8	-1.9	-0.5	0.1	-0.1	-1.2	-1.7	-1.8	-0.7	1.0	1.3
Zone euro	-4.9	-7.6	-4.3	-2.7	-2.3	-1.4	0.0	-1.8	-2.6	-3.1	-3.0	-2.5	-1.3	-0.6
Total OCDE	-4.2	-4.8	-3.2	-1.8	-2.0	-0.8	0.2	-1.3	-3.3	-4.0	-3.4	-2.8	-1.3	-1.4
Brésil	..	..	..	..	-6.5	-5.2	-3.8	-3.9	-4.6	-5.9	-3.4	-3.7	-3.5	-2.4

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/544013122721>

## Besoin/capacité de financement des administrations publiques

En pourcentage du PIB

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/537775822542>



Extrait de :  
**OECD Factbook 2009**  
Economic, Environmental and Social Statistics

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/factbook-2009-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2009), « Déficit public », dans *OECD Factbook 2009 : Economic, Environmental and Social Statistics*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/factbook-2009-75-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).